

M. Baldwin: La spontanéité, l'intelligence et le bon jugement caractérisent notre parti. Je voudrais pouvoir en dire autant des chers amis qui me font face. Même au cours de la réunion fort intéressante qui a eu lieu à Peterborough, il n'y a pas si longtemps, toutes ces qualités ne se sont pas manifestées. Je dis cela avec le plus grand respect pour mes chers amis, auxquels je porte l'admiration qu'ils méritent; mais, avouons-le, la réunion que l'on a machinée là-bas manquait nettement de ces qualités essentielles.

Le débat a tourné maintenant autour d'un amendement proposé par le député d'Edmonton-Ouest. A mon avis, il remonte à l'origine des problèmes qu'affronte aujourd'hui notre pays. On me laisse entendre que jeudi prochain des chiffres seront fournis au sujet de la situation économique, de l'indice du coût de la vie et du chômage. Nous espérons tous que malgré les politiques économiques absurdes et ridicules qu'a suivies le gouvernement, on constatera en fait une amélioration pour ces industries en particulier. Cependant, compte tenu de l'incompétence dont a fait preuve le gouvernement, de son impuissance à remplir les fonctions primordiales d'un gouvernement aujourd'hui afin d'assurer un climat économique dans le cadre duquel les citoyens ordinaires du pays peuvent compter atteindre le niveau de vie auquel ils ont droit—ce qui, à mon avis, n'a pas été le cas—on nous a offert des tergiversations, des retards, des évasions et une série de propositions qui n'ont pas paré au problème premier que nous affrontons.

Le principe même qui a inspiré ce budget et la mesure dans laquelle il se reflète dans le bill à l'étude se fonde sur de fausses prémisses. Les déclarations du ministre des Finances (M. Benson), du premier ministre (M. Trudeau) et du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) sur les conditions favorables que nous pouvons compter trouver au pays se sont toutes révélées complètement fausses, et nous nous dirigeons vers un autre hiver de mécontentement, même sans intervention internationale. Or la situation créée au pays est attribuable d'abord aux mesures prises par le président des États-Unis et, à un degré moindre, aux autres pays, en sorte que notre situation économique est devenue si grave qu'il sera impossible à une foule de citoyens ordinaires du pays de supporter le lourd fardeau qui leur sera imposé cet hiver.

Nous avons reçu le message du président des États-Unis sur la surtaxe. Quelle fut la réaction du gouvernement? Comme un journal le déclarait, on en perdit la tête. Même lorsque le chef est rentré, nous n'avons pas eu beaucoup d'éclaircissements. On s'est calmé un peu mais, de fait, aucune proposition valable n'a été faite pour aider et reconforter les Canadiens dans la situation infligée par la décision présidentielle.

Mais ce n'est pas tout. Encore aujourd'hui, un haut fonctionnaire du Trésor des États-Unis, M. Volcker, le sous-secrétaire au Trésor, déclarait catégoriquement, lors d'une audience d'un sous-comité sénatorial à Washington, que dans l'éventualité où le Canada tenterait, en recourant à la loi de soutien de l'emploi ou aux règlements qui en découleraient, d'enfreindre leur loi sur les droits compensateurs, le gouvernement américain s'estimerait libre

[L'hon. M. Lambert.]

d'augmenter la surtaxe de façon à annuler les effets de la loi de soutien de l'emploi.

Lorsque le chef de notre parti s'est adressé à la Chambre lors de notre retour le 7 septembre, il a, dans son discours, posé une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il lui a demandé si cette possibilité n'existait pas en réalité et si l'utilité de la loi de soutien de l'emploi ne dépendait pas dans une grande mesure de la réaction du gouvernement américain. Il a mentionné l'existence de cette possibilité dans la législation américaine.

● (9.40 p.m.)

Quelle a été la réaction du ministre de l'Industrie et du Commerce? Il s'est exclamé: «Oh non! Pas un instant les Américains n'envisageraient d'exercer les droits que leur donne cette mesure.» Mais, répétant ce que j'ai déjà dit afin que ce peu glorieux gouvernement le comprenne, un haut fonctionnaire américain a déclaré nettement aujourd'hui qu'à son avis, si la loi de soutien de l'emploi, c'est-à-dire le bill C-262 et les règlements qui en découleraient, allaient à l'encontre de la législation américaine, le gouvernement américain réagirait alors immédiatement. Ceci se rapporte directement à l'amendement de mon collègue d'Edmonton-Ouest qui demande au gouvernement, par le truchement de cette mesure fiscale et par d'autres moyens, de stimuler de façon satisfaisante notre économie endormie.

Nous nous trouvons, dans la conjoncture actuelle, devant la menace précise d'une nouvelle initiative américaine qui réduira ou pourra réduire à néant toutes les contre-mesures timides et limitées que le gouvernement peut prendre pour pallier le problème sérieux que pose l'initiative présidentielle américaine.

Je n'entends pas, au cours de ce débat, amener ce parti, et encore moins la Chambre, à prendre fait et cause dans la situation sérieuse qui surgirait au cas où les deux pays adopteraient simplement des mesures de rétorsion, dont le seul résultat serait de nuire considérablement aux Canadiens et à leur économie. Mais je soutiens très sérieusement qu'il incombe au gouvernement de mettre fin aux genres de balivernes que le premier ministre a débités aujourd'hui en réponse à ma question, lorsqu'il a dit: «Oh, nous attendrons de savoir ce que le gouvernement des États-Unis va réellement faire, mais tout ceci est hypothétique». Quelle sottise, alors que le sous-secrétaire d'État au Trésor américain a clairement déclaré que son gouvernement allait agir.

M. Murphy: Mon collègue me permettra-t-il de lui poser une question?

M. Baldwin: J'en serais enchanté.

M. Murphy: Je me demande si le député suggère que le gouvernement fasse approuver par Washington son projet de loi avant de le soumettre à la Chambre?